

## LES ORIGINES DU JOURNALISME SOCIALISTE EN ITALIE

GIULIANO GAETA

Une société secrète communiste existait à Milan, entre 1846 et 1848. La Toscane ne fut pas exempte de sociétés du même genre. Pendant les troubles de 1847 provoqués à Prato et Pistoia par le renchérissement du pain, la Toscane vit circuler brochures et pamphlets anonymes laissant les autorités indifférents. L'ambassadeur de France à Florence, La Rochefoucauld, pensait que „cette campagne reste dirigée contre l'Autriche uniquement“.<sup>1</sup> En février, à Florence, Livourne et Pistoia, apparurent des affiches: „Ce sont des cris de mort contre tous ceux qui possèdent [...]“, écrivait le même ambassadeur le 28 février. „Le centre d'action de la secte est à Pise“, disait-il. Il appréciait la situation comme suit: „Il pourra spéculer sur les souffrances et les inquiétudes du moment, mais qu'une bonne récolte se présente cette année et ses tentatives seront sans danger“.

Des associations à caractère communiste existaient donc bien en Italie dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais en ce qui concerne les périodiques, c'est une autre affaire. En vain, chercherait-on l'équivalent de *L'Atelier* de Paris, ce journal qui se définissait lui-même „fondé et rédigé par des ouvriers pour être lu par des ouvriers“ et qui „fut un des premiers à donner au socialisme le ton réaliste qui si souvent lui manqua avant 1848“.<sup>2</sup> Il se prévalait de son origine prolétarienne et il ne fut pas le seul périodique français à pouvoir le faire: que l'on pense à *La Ruche Populaire* et même à *L'Union* et à *La Fraternité* qui furent cependant loin de paraître comme *L'Atelier* pendant près de dix ans. Lors de sa disparition en juillet 1850, *L'Atelier* pouvait faire état de ce qu' „à l'exception de quelques communications dont la source d'ailleurs a toujours été indiquée, il n'est pas une ligne qui n'ait été écrite par des travailleurs soumis à la condition du salaire“.

<sup>1</sup> Cf. *Le sentiment national en Toscane d'après les dépêches du dernier Représentant de la Monarchie de Juillet* in *Bulletin de la Société de Linguistique de Paris*, 1951—1952, n. 10—11.

<sup>2</sup> Cf. Raymond Manevy, *L'extraordinaire destin d'un petit journal rédigé au siècle dernier par des ouvriers pour les ouvriers: L'Atelier*, in „Études de Presse“, Paris, 1954.

En présentant son programme en septembre 1840, il prétendait que jusqu'alors les classes ouvrières avaient été défendues „par des gents qui leur étaient étrangers“, d'où l'accusation aux uns „qu'ils ne soutenaient notre cause qu'afin de faire de nous un instrument politique destiné à être brisé aussitôt qu'il cesserait d'être utile à leur fortune“, aux autres „qu'ils traitaient une question qu'ils ne connaissaient pas“.

Cette accusation, qu'il est facile de faire et d'accréditer même lorsqu'elle ne répond pas à la vérité, peut certainement s'appliquer à la quasi totalité des journaux italiens de la période, qui s'occupèrent de la question ouvrière d'une manière ou d'une autre.

Le journalisme en faveur de la classe ouvrière n'était pas nouveau en France. Dès le temps de Babeuf, la question du prolétariat était devenue affaire de journalisme: son „Manifeste des Plébéiens“ avait été publié dans son *Tribun du Peuple*, le 30 novembre 1795.

En Italie et précisément à Milan, lors de sa publication en 1796, par deux réfugiés du midi, Francesco Salfi et Giuseppe Abamonti, le *Termometro Politico della Lombardia*, au début reflet de la politique française, manifesta plus tard des tendances unitaires et sociales toujours plus décidées.

„Soulevez les pauvres“, proclamait le journal. „Soulevez le peuple, si vous voulez qu'il proclame la liberté. Les tyrans ont toujours promis de le soulever et il a toujours été trompé“. Et plus loin: „Vous lui parlez de liberté, vous lui promettez mille avantages sous ce beau titre. Pendant ce temps, la famille du métayer mange le même pain moisi mouillé de ses larmes et l'abbé et l'évêque dissipent les rentes du pauvre, dont il devrait simplement être les économes.“

Les artisans et les petits propriétaires ont supporté le plus grand poids de l'impôt et les riches et les millionnaires l'ont évité, en totalité ou en grande partie“.

Voici le commentaire que j'ai fait à ce passage dans mon *Manuel d'Histoire du Journalisme*<sup>3</sup>: „On doit ici tenir compte qu'ordinairement les transfuges du midi pensaient la solution du problème national comme devant aller de pair avec la solution du problème social: ils prenaient argument de la mauvaise administration des Bourbons et, en général, des restes importants du féodalisme persistant dans leur pays“. Chez Babeuf, la question sociale s'affirme en elle-même, et pour elle-même, c'est celle du paupérisme qui refusa la bienfaisance pour l'ériger en un droit non prévu dans la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789, le droit à l'égalité, d'après lequel — c'est Babeuf qui le dit — „tout ce qu'un individu s'approprie au-delà de ce qui est nécessaire pour le nourrir est un vol social“. Par contre, le *Termometro* de Milan, en liant la question sociale à l'unité nationale, dévalue, aux yeux de l'observateur, l'importance même du problème social, car la mesure dans laquelle le premier dépend du second reste indéterminée. Mais les situations italienne et française diffèrent en 1796 quant à l'unification nationale.

<sup>3</sup> *Manuale di Storia del Giornalismo*, 2° partie. Eugenio Borsatti Editeur, Triest, 1955, chap. XII.

Non que le problème économique et social n'affleure. La *Gazetta nazionale della Liguria* du 30 décembre 1798—12 janvier 1799, dans l'article „Les pauvres et les riches“, dit entre autres: „Nous déclamons toujours contre les mendiants qui nous inquiètent et contre les voleurs qui nous assassinent, et l'on fait de nouvelles lois très efficaces contre les oisifs et contre les voleurs; et les autorités constituées veillent plus que jamais. Tout cela est très bien: mais il faut s'occuper des origines de ces funestes inconvénients et appliquer les remèdes aux causes, non aux effets. Il est nécessaire de réfléchir que tous les délits qui se commettent ont leurs causes générales et permanentes dans les besoins et dans les imperfections de la nature humaine; et ils ont encore des causes accidentelles et accessoires dans les imperfections de la société, dans l'imprévision et l'incurie du gouvernement. Un délinquant n'est pas toujours un scélérat; c'est parfois un malheureux que la circonstance et la nécessité ont porté violemment au délit; il n'est pas, à proprement parler, un délinquant mais plutôt l'exécuteur du délit d'un autre c'est-à-dire du législateur, du gouvernement, de la malchance qui ont rendu impossible l'observation des lois“.

Mais la solution proposée ne va pas au-delà de la recherche „de moyens rapides et sûrs pour employer tant de bras robustes et inoccupés et de recueillir tant de vagabonds pour les rendre utiles à la société et de ne laisser aucun prétexte aux fainéants, aux oisifs et aux mendiants“.

Quant au *Tribuno del Popolo* de Pietro Custodi, publié à Milan, bien que postérieur au *Tribun du Peuple* de Babeuf, il se préoccupait avant tout de la liberté civile et politique. Son numéro du 2 août 1797 accuse le Directoire Cisalpin „de vouloir à la pire manière autrichienne que la faute soit toujours du côté du public“, de manquer absolument à la démocratie, de violer toutes les libertés, la liberté de la presse entre autres, dont la violation „conduit trop souvent à la tyrannie“.

Quand, par contre, l'Italie aura fait de son unité nationale une réalité historique aussi en tant que fait juridique, même avec certaines déficiences le mouvement ouvrier se frayera son chemin et des journaux socialistes surgiront. Ceux-ci, dans la lutte sociale, nieront la patrie au profit d'une vision internationaliste qui en substance n'est pas neuve, car elle trouve des précédents d'abord dans l'internationalisme du christianisme, ensuite dans le cosmopolitisme du XVIII<sup>e</sup> siècle.

La négation de la patrie au sens propre annonce jusqu'à l'affirmation d'une patrie nouvelle, la patrie d'élection. En effet, dans ses *Letters from an American Farmer*, publiées en 1788, Crèvecoeur, américain d'origine française, affirmait: „Quel attachement pouvait avoir un pauvre émigrant européen, pour un pays où il n'avait rien eu? La connaissance de la langue, l'affection pour quelque parent aussi pauvre qui lui étaient les seuls liens qui le retenaient. La patrie maintenant est celle qui lui donne la terre, le pain, le patriotisme et ce qu'en résulte. *Ubi panis ibi patria* est la devise de tous les émigrants“.

Pour les socialistes italiens par contre, au XIX<sup>e</sup> siècle, la négation de la patrie surgit en fonction de l'alliance du prolétariat international contre

la bourgeoisie internationale. „Les ouvriers n'ont pas de patrie“, affirme le manifeste écrit par Marx et Engels et lancé au début de 1848. La patrie, une fois finie la domination de la noblesse, est un héritage bourgeois. Les périodiques socialistes reprendront ce point de vue quand ils apparaîtront dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, à notre avis, on ne peut parler en Italie que d'un journalisme popularisant, souvent paternaliste, dont la tendance est de soulager le prolétariat dans la situation économiquement, culturellement et moralement précaire, afin d'harmoniser le problème économique-social avec le problème national-social. Dans quelques rares cas seulement, ainsi dans certains périodiques mazziniens, la question se pose de savoir si, au contraire, le rédacteur du journal ne s'est pas intéressé à l'aspect inverse, c'est-à-dire celui d'harmoniser le problème national avec le problème économique et social. Ce qui veut dire, précisons-le, qu'en Italie généralement le journalisme à destination des ouvriers et des paysans se préoccupe d'élever les classes les plus déshéritées de la nation, de les faire sentir et agir dans un sens national, de façon à mieux préparer la nation à devenir un état, de sorte que, parvenue à ce stade, elle soit prête à ses nouveaux devoirs, grâce à une meilleure harmonie entre ses classes sociales. Par une exception inverse, à prendre en considération certains périodiques mazziniens, la question se pose de savoir si le rédacteur n'a pas songé à la nécessité de transformer la nation en état afin de réaliser, dans un second temps, pour les classes déshéritées, les conditions de leur rédemption économique et sociale.

Une telle hypothèse s'accorde avec la hiérarchie établie par Mazzini lui-même en ce qui concerne le problème constitutionnel et institutionnel. Qu'on se souvienne du mot: „D'abord indépendants, ensuite libres“.

Question avant tout nationale en Italie. Le premier à la poser-en s'affranchissant des limites littéraires dans lesquelles elle était cantonnée dans le journalisme de l'époque — fut Gian Rinaldo Carli de Capo d'Istria, et cela dans un journal à caractère cosmopolite, le *Caffè* de Milan, créé par Pietro Verri. Carli, en 1765, publia l'article „De la patrie des Italiens“. Après avoir condamné l'habitude qu'avaient les Italiens de qualifier d' „étranger“ leurs compatriotes pour cela seul qu'ils étaient nés dans des états différents — quoi qu'il ne s'agissait que de ces divisions territoriales si nombreuses alors de la péninsule — il concluait: „Néanmoins, devenons à nouveau Italiens pour ne pas cesser d'être des hommes“.

Si tout l'article est de valeur éducative, l'affirmation finale a une saveur antic cosmopolite et semble prélude à la pensée mazzinienne. Le cosmopolitisme passait de l'homme à l'humanité, Mazzini au contraire ne concevait qu'un passage graduel: homme, famille, nation, humanité.

Or, l'affirmation de Carli met évidemment en relief la dignité de l'homme, cette dignité proclamée par Rousseau dans sa doctrine, mais non encore inscrite à cette date de 1765 dans les déclarations américaines et françaises à partir desquelles le principe doctrinaire acquiert force de règle juridique.

Avec l'arrivée des troupes françaises, avec l'affermissement des nouvelles institutions, il apparut clairement que le système oppressif féodal qui subsis-

taient depuis des siècles en Italie, du moins dans de vastes zones, avait laissé de lourdes traces et nécessitait toute une oeuvre d'éducation semblable à celle entreprise par quelques journalistes en France dans la même période, mais bien plus profonde.

Au *Termometro Politico della Lombardia* et à la *Gazzetta Nazionale della Liguria* nous avons déjà consacré une courte notice. Ces périodiques d'Italie septentrionale marquent tous deux le souci de la question sociale. Mais une semblable préoccupation se retrouvait en Italie du Sud et il faut rappeler quel en a été le reflet dans la presse.

Dans la période de la République Parthénopéenne, 1799, Eleonora de Fonseca Pimentel, noble dame de famille portugaise qui avait adopté Naples pour patrie, créa un journal, le *Monitore Napolitano*.

Dans le numéro du 16 février, après avoir relaté diverses insurrections dans le territoire de la république, Eleonora Fonseca demande: „Mais quel sera le remède à de tels, à de si terribles maux? Brûler les communes, fusiller tout porteur d'armes? Non. Dans beaucoup de communes, les habitants pacifiques ont été obligés de prendre les armes avec les insurgés et ont dû obéir pour ne pas être fusillés sur-le-champ. Dans beaucoup d'autres, ils ont dû les prendre pour se défendre eux-mêmes. Il faut donc punir les factieux, détromper la masse. Il faudrait pour cela que les soldats français soient accompagnés de quelques représentants du Gouvernement civil qui, investis d'une mission de paix, puissent proclamer le pardon de tous les gens de la commune qui rentreraient dans l'obéissance; qui puissent proclamer au nom du Gouvernement une loi utile aux provinces, c'est-à-dire l'abolition de la féodalité; et de loi en loi donner en accomplissant leur mission une preuve du fait que Naples est sous un gouvernement républicain et que ce régime est plus utile aux peuples“.

Avec l'abolition de la féodalité, un premier pas est fait pour l'élévation de la plèbe dans une direction qui est non pas éducative ou culturelle, mais économique et sociale.

Ce ne fut pas l'oeuvre de la République Parthénopéenne, destinée à mourir après quelques mois d'existence. Ce premier pas, toutefois, fut franchi dès avant le Congrès de Vienne, en grande partie, au moins.

Une fois déçues les illusions des groupes italiens qui aspiraient à une unification nationale, le problème de l'éducation, de la promotion des classes populaires les moins préparées, Vincenzo Cuoco se la posa lui qui, au temps de la République Parthénopéenne, avait approché Eleonora de Fonseca et participé à son oeuvre de journaliste.

Établi à Milan, Cuoco imagine de créer un périodique, le *Giornale italiano*, dont la publication commença de fait en 1804. Dans le programme du périodique, écrit en 1803, il assurait qu'en Italie il ne s'agissait pas de maintenir l'esprit public, „mais de le créer“. Il disait: „Il faut accoutumer les esprits en Italie à penser noblement, les conduire presque sans qu'ils s'en aperçoivent aux idées que leur nouveau destin réclame et transformer en citoyen d'un état ceux qui sont nés habitants d'une province ou du plus humble recoin d'une province“. Tout un programme s'élaborait avec le *Gior-*

nale, programme culturel et éducatif qui en Italie représente les prémisses indispensables pour arriver à l'émancipation de ce prolétariat que Eleonora Fonseca appelait encore „plèbe“, et qui sera désigné longtemps ainsi.



Plus tard, l'almanach se transforme en instrument de culture populaire: il parle aux agriculteurs ou aux ouvriers. La préface du premier numéro de *Il Nipote del Vesta Verde*, Milan, 1848 — porte le titre „Aux ouvriers“. *L'Almanacco degli Italiani pel 1848*, de Turin, indulgent pour le fouriérisme et pour le phalanstérisme, voulait toutefois prévenir ses lecteurs contre le communisme.

Dans la mesure où l'on peut le suivre à travers les publications d'une périodicité plus fréquente, tout processus ne peut être fixé que très approximativement sur le plan chronologique: il varie suivant les diverses zones d'Italie plus ou moins évoluées, la persistance des traces laissées par le féodalisme, le niveau de l'économie industrielle en face de l'économie agricole quoique toujours l'industrie ne se consolide que dans une modeste mesure. Il dépend aussi des hommes. Les journaux, qui sont l'expression de la classe sociale pour laquelle on les imprime, sont des exceptions, comme le *Facchino*, rédigé en 1839, par le porteur Carlo Malaspina, qui cependant „fut promptement et totalement soumis à l'influence de groupes bourgeois qui changèrent son contenu et son programme“, comme dit Dina Bartoni Jovine<sup>4</sup>.

Mais dans l'ensemble, on descend à l'éducation des paysans, des ouvriers à partir du problème national, avec l'apparition des revues romantiques — et le romantisme en Italie, peut-être mieux qu'ailleurs, est synonyme du libéralisme — en continuelles polémiques avec les revues classiques.

Depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans la lutte avec l'étranger, se confirmait la conviction qui l'Italie devait se faire elle-même.

Déjà un appel insurrectionnel lancé par *Sebastiano Biagini* en 1794 soutenait que le moyen d'atteindre la résurrection de l'Italie consistait dans „un seul acte d'une volonté unanime et résolue“. La presse ne manqua pas par la suite de répéter des affirmations de ce genre.

Les paysans et les ouvriers aussi, à travers les journaux qui s'adressaient à eux, durent se faire eux-mêmes, en s'instruisant pour que leur travail rende plus et leur porte un meilleur profit, en s'abstenant de gaspiller leur argent au cabaret et en le portant au contraire à la caisse d'épargne, en s'associant pour s'entraider à vaincre les chances contraires. Le reste pouvait suivre, mais c'étaient là les prémisses à partir desquelles se développèrent des mouvements sociaux plus décisifs, dont un journalisme social plus résolu fut le porte-parole, pour une part, pour l'autre l'inspirateur.



<sup>4</sup> Cf. l'„Introduction“ due à Dina Bartoni Jovine de *I periodici popolari del Risorgimento*, éd. Feltrinelli, Milano, 1959, vol. I, p. p. IX, note 1.

En 1840, Giuseppe Mazzini, se trouvant à Londres, resta frappé de la culture et de la conscience civique que les ouvriers anglais avaient acquis, et voulut tenter d'élever le niveau culturel et moral des ouvriers italiens qui se trouvaient dans la capitale anglaise. Il fallait faire rattraper aux Italiens le temps perdu, les faire bénéficier du développement de tous les droits du citoyen, entre tous d'abord de la liberté de parole et de presse, ou pour mieux dire, d'information et d'opinion, établie en Angleterre par des institutions notables et séculaires, tandis qu'en Italie elles restaient bien modestes.

En faveur des ouvriers italiens, Giuseppe Mazzini fonda alors une école et un journal, l'*Apostolato popolare*, journal qui, comme la *Giovine Italia*, parut en livraison et non comme périodique, de novembre 1840 à septembre 1843. Les ouvriers eux-mêmes le soutinrent de leurs deniers. Le premier numéro fut tiré à deux mille exemplaires et devait être diffusé outre l'Angleterre en France, gagner l'Italie à travers la France. Rédigé par Mazzini lui-même, l'article leader du premier numéro s'adressait aux ouvriers italiens, pour constater un contraste évident entre leur condition et celle des ouvriers des autres nations, „différence plus morale que matérielle“ cependant.

„Bien que quelques pays aujourd'hui devancent l'Italie quant à la liberté la puissance, le développement industriel, l'activité commerciale et la production des richesses, la condition matérielle de leurs ouvriers ne s'est pas améliorée“. En somme, „leur liberté est la liberté d'une classe“ et „leur puissance ne profite qu'à un petit nombre de familles“. Au contraire, „l'invention de nouvelles machines rapporte au petit nombre de ceux qui font travailler, non aux masses qui travaillent“.

„Pourtant en France, en Angleterre et ailleurs, l'ouvrier mène, dans l'ensemble, comme en Italie et plus qu'en Italie, une vie pauvre, souffrante, précaire pour arriver à une vieillesse infirme, misérable, sans secours.“

L'ouvrier? „La société, dans son état d'organisation tant dans les pays dits libres que dans les pays absolument esclaves comme l'Italie, ne lui laisse pas la possibilité d'économiser pour les jours où il a besoin de secours ni pour ceux où il se trouvera inapte au travail. La société, réglée dans l'intérêt exclusif des propriétaires des fonds et des capitaux, sans intervention légale ni représentation des classes travailleuses, sans recherches organisées sur leur situation et sur leurs besoins, cette société pèse presque uniquement par son système d'impôts indirects injustes, écrasants, funestes à la consommation et donc à la production sur ces classes que la constitution actuelle du travail et du salaire empêche d'accroître leurs propres gains. Entre le niveau inexorable du salaire et le chiffre croissant des taxes de consommation, l'ouvrier parcourt sans droit et sans espérance les deux tiers d'une vie de privation et d'angoisse pour errer, mendier au cours de l'autre tiers et mourir dans un hôpital“

A ce point, grâce à l'oeuvre de Mazzini, on sortit de la forme habituelle de philanthropie sentimentale et imprécise, sans pour autant tomber dans une critique vide et stérile. La critique s'élève à une analyse raisonnée qui atteint les maux dans leur essence: faute de dégager cette essence, la recherche du remède reste vaine. Peut-être le raisonnement de Mazzini atteint-il un niveau tel qu'il cesse d'être d'une compréhension facile pour le lecteur ouvrier. Mais évi-

demment ces observations de caractère social, fiscal et économique, sont claires, précises, exprimées pour la première fois dans le journalisme italien.

Mais une fois posé le problème économique de l'ouvrier entre „les limites inexorables du salaire“ et „les chiffres croissant des taxes de consommation“, voici que l'économiste et sociologue Mazzini redevient journaliste efficace, avec une inspiration chrétienne et moralisante. Le „mourir à l'hôpital“ de tout à l'heure prépare ce retour. Il reprend de suite ce même motif : „Une vie pauvre et un lit de mort à l'hôpital, voilà ce que la société du XIX<sup>e</sup> siècle offre dans presque tous les pays, et aux deux tiers au moins de ses membres, mille huit cents ans et quelque après que la voix d'un saint, accueillie comme divine, ait déclaré tous les hommes *égaux, frères et fils de-Dieu*“.

Cependant, „en Angleterre, en France, et en Belgique, la classe des hommes qui vivent du travail de leurs propres bras s'est réveillée, non seulement au sentiment de sa propre misère, mais au pressentiment d'un meilleur et proche avenir ; non seulement à la conscience de ses maux présents, mais à celle de ses droits propres et à l'espérance de les voir reconnus et admis à une époque non lointaine“. Ce n'est pas le cas en Italie où „l'ouvrier souffre et se plaint mais sans penser aux remèdes et sans non plus les soupçonner“.

Se retrouve ici la graduation chère à Mazzini déjà notée.

„Dans le pays susdits“, poursuit-il, „où les liens de fraternité politique entre tous les hommes qui parlent une même langue sont déjà étroits, où l'unité nationale est déjà constituée, l'ouvrier a une patrie, est conscient de l'avoir ; par suite il sent déjà sa propre dignité, commence à comprendre le secret de sa propre force qui est dans l'union et il tente dans l'action de la réaliser avec les associations ; en Italie, l'unité nationale n'est pas constituée, il n'y a ni patrie, ni fraternité, ni loi, ni force commune : il y a une province, une cité, un bourg ; et l'ouvrier ne regarde, en général, pas au-delà ; réduit aux pensées de la petite sphère où il vit, il se croit condamné à une faiblesse perpétuelle ; il ne sait pas que Dieu lui a donné vingt-deux millions de frères semblables dans leurs revendications et leurs besoins ; il ne sait pas qu'il suffirait d'un accord de volonté, d'une intelligence commune pour renverser tous les obstacles qui s'opposent à son amélioration“.

„Dans un seul acte d'une volonté unanime et résolue“, disait Sabastiano Biagini. Mazzini transpose cet appel du plan national au plan économique et social.

Dans la suite du même article, les deux plans se rapprochent, s'apparentent presque à se confondre. En s'adressant aux Italiens de toutes les classes sociales, Mazzini dit : „Le moment où nous nous trouvons est solennel. La classe au nom de laquelle nous parlons est en fermentation dans la moitié de l'Europe. Un changement radical de l'organisation de la société est pressenti, prophétisé de toute part. De très vastes associations d'ouvriers couvrent l'Angleterre et la France et s'étendent en Allemagne et ailleurs. Les questions relatives au travail et aux masses dominant chaque jour plus toutes les autres. Les talents les plus capables dans chaque pays ont tourné presque exclusivement leur attention vers l'activité et vers l'avenir de l'élément populaire. Et vous seuls refuseriez de vous associer au mouvement commun ? Nous

savons que beaucoup d'entre vous dont les intentions et les désirs tendent à l'émancipation italienne disent que ce n'est pas le moment, que l'on doit aujourd'hui attacher à chacun de nos efforts la seule pensée de l'indépendance, de la guerre avec l'Autrichien qui s'oppose, à l'indépendance. Est-ce possible de fonder cette indépendance avec des mains d'esclaves? Ou, pour être sûrs de l'obtenir, ne devons-nous pas travailler à nous élever, à nous faire, avant tout, indépendants? Vous criez guerre à l'Autrichien. Très bien. Mais avec quels bras pensez-vous la faire? Et pourquoi n'avez-vous pu la faire jusqu'à présent malgré les tentatives des années passées? Faites attention que pour la faire et la gagner, vous avez besoin de nous. Pour lors, nous voulons combattre; nous voulons, si nécessaire, mourir; mais nous voulons savoir pourquoi: nous voulons savoir ce que rapporteront à nos fils notre combat et notre mort; nous voulons former une armée, mais avec un drapeau, avec une foi. Nous voulons, nous peuple, être sûrs que notre peine et nos périls ne soient pas comme ils le furent presque toujours jusqu'à présent gâchés au profit de l'ambition et de l'avidité d'une classe. Nous voulons nous sacrifier, mais pour la vérité, pour tous et pour Dieu."



A ces hauteurs ne s'élève certainement pas le *Facchino* de Parme déjà cité. L'hebdomadaire *Il Povero*, qui commença à paraître à Bologne en janvier 1846, dit, dans le numéro de 13 janvier 1847: „La mendicité se différencie de l'antique esclavage de façon d'autant plus funeste encore en ce que cet esclavage était une institution; la mendicité par contre est dans les moeurs, dans la volonté, spontanément professée et consentie, tandis que l'esclavage était mal toléré par ceux qui en étaient frappés."

Quand, le 5 juin 1847, le *Povero* publia une traduction de Saint Basile, sous le titre „Réflexions sur la faim", il fut accusé de communisme et se défendit en transcrivant en entier le texte latin du saint. En réalité, le *Povero* n'était nullement communiste.<sup>5</sup>

Luigi Dal Pane, après avoir affirmé que les questions sociales se font effectivement sentir dans le Risorgimento italien, et qu'il ne suffit pas de s'arrêter seulement sur Carlo Pisacane, mais qu'il faut „comme introduction valable aux études sur le mouvement et les idées sociales durant le Risorgimento, examiner minutieusement la presse périodique", observe que le *Povero* et ses rédacteurs „entendent le socialisme et le communisme d'une manière que la pensée scientifique actuelle, riche d'une plus ample expérience, peut trouver très vague et inexacte". Pour eux le communisme „semble coïncider plus avec l'idée de partage des biens qu'avec celle de socialisation", le socialisme „paraît s'identifier avec un généreux réformisme social". A observer cependant que „l'opposition des deux termes était alors courante".

<sup>5</sup>. Cf. *Questioni e idee sociali in un giornale bolognese del 1846—1850*, in *Rassegna Storica del Risorgimento*, Rome, mars 1937.

Légitime du point de vue de Luigi Dal Pane, historien de la doctrine, cette distinction faite. Il reste que les mots „socialisme“ et „communisme“ ont cheminé en Italie, accotés au terme „mazzinianisme“, tout en acquérant une fascination nouvelle, mais aussi tout en créant une terreur nouvelle: en effet, au mot de „socialisme“ et au mot de „communisme“ dans l’acception du grand public, la notion de nationalité est étrangère. L’idée qu’on s’en faisait s’identifiait plutôt à la misère qui veut cesser de l’être. Et les prises de position de la part des journaux bourgeois contre le communisme ne manquent pas. Quelle en est l’importance si l’idée du communisme, comme programme constructif, n’était, selon toute probabilité, mûre que chez un très petit nombre? Le mot „communisme“ revêtait une valeur magique, dans la mesure où il évoquait l’injustice sociale, que la plupart dans le peuple travailleur sentaient être dirigée contre eux. En repoussant loin de soi l’épithète de communiste, on travaillait, semble-t-il, inconsciemment, à la diffuser et souvent à l’exalter.

Le *Tribuno della Plebe* de Florence, dans l’article „Le communisme“ disait le 20 décembre 1848: „Le communisme est le diable dont les renards doctrinaires ont besoin pour épouvanter les lapins politiques. La clique est prompt à jeter l’accusation de *communiste* à la face de tous les francs démocrates, qui sont conséquents avec la logique de leur principe, qui n’acceptent pas de se résigner à ce que la souveraineté du peuple une fois proclamée devienne pour le peuple la plus amère des dérisions“.

„Les doctrinaires de Milan criaient au communisme contre Mazzini; ceux de Livorne crièrent encore au communiste contre Guerrazzi; ceux de Florence et de Livourne réunis crient aujourd’hui au communiste contre Berlinghieri.“

„Et quand ils expliquent à leurs adeptes et aux masses ignorantes cette épithète que, sans se donner la peine de prouver, ils lancent quand et à qui leur plaît, ils ne manquent jamais d’ajouter que communiste signifie voleur, pillard, incendiaire.“

„Voyons donc ce qu’est le communisme et que le peuple détrompé sache une fois pour toutes, de quoi il est question.“

„Si nous disions que le communisme fut fondé par Jésus-Christ, qu’il fut communiste, que communistes furent les apôtres et les premiers fidèles, vous entendriez de toutes parts crier à l’hérésie, au blasphème. Et pourtant rien n’est plus vrai.“

„Ouvrons l’Evangile et nous trouverons la doctrine du communisme prédite en théorie et pratiquée en fait.“

Suivent de notables citations tirées des *Actes des Apôtres* et de la *Lettre de Saint Paul à Saint Jacques*, sur lesquelles le *Tribuno* conclue: „Le communisme donc n’est rien d’autre que l’évangile mis strictement en pratique; il est la perfection chrétienne, il est la voie étroite qui conduit au ciel. Les saints en effet sont tous communistes“.

„Et que sont les capucins et autres religieux de stricte observance si non communistes?“

„Et l'établissement réalisé par les Jésuites au Paraguay, où ils firent apprendre à des millions de sauvages la civilisation d'une vie commune et évangélique...?“

„Ainsi réhabilité le communisme, nous déclarons hautement et nous protestons une fois pour toutes que si nous voulons dans la réorganisation sociale toutes les conséquences du principe de l'égalité et de la fraternité applicables à nos institutions civiles d'aujourd'hui, nous répudions le communisme comme une sainte utopie inapplicable à l'ensemble d'une vaste société.“

Toutefois, les rédacteurs du journal négligeaient de préciser ce qu'ils entendaient par „vaste société“ et dire pourquoi une institution applicable au Paraguay ne le serait pas ailleurs; ils oubliaient aussi que les utopies fascinent les masses bien plus que des raisonnements.

En ajoutant „ceux qu'on appelle communistes, nous les appelons saints et c'est un honneur que nous ne méritons pas“, ils aboutissaient à renouveler la séduction de la „sainte utopie“.

Nous sommes en 1848. Il est douteux qu'un programme communiste bien défini existe alors en Italie. Mais le mythe communiste surgit déjà, embrasant les uns d'espérance, les autres de terreur.

Répétons-le: c'est encore la question de l'unité nationale qui presse, mais le problème social envisagé jusqu'à présent en fonction du problème national, ou pour le moins, en étroit rapport avec lui, est en train de se déga-ger à travers une vision chrétienne comme celle exposée ci-dessus, où à travers une vision marxiste le problème social commence à se tourner vers un universalisme qui a pour le moins une analogie avec le cosmopolitisme du XVIII<sup>e</sup> siècle: celle du rapport direct de l'homme à l'humanité.